

Patrimoine jurassien : lutte contre les résidences secondaires

Autor(en): **Bodinier, C.-Ph.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **77 (1982)**

Heft 1

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-174988>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

heit verkauft wird, schwindet mit der rechtlichen *Einschränkung der Baumöglichkeiten* erheblich. Gleichzeitig verhindert diese Regelung, dass auf-gegebene Kleinbetriebe zwangsläufig auf dem Liegen- schaftsmarkt enden; so stehen sie eher anderen Bauernbetrie- ben zum Zukauf zur Verfü- gung. Schliesslich schaffen Landwirtschaftszonen klarere Verhältnisse für den örtlichen Anwendungsbereich des bäu- erlichen Bodenrechts (LEG, EGG, Art. 218 ff. OR). Sie be- einflussen auch den *Boden- markt*. Dieser ist – von der wirtschaftlichen Bedeutung her – zuallererst ein *Bauland- markt*. Bauland wird nun aber

regelmässig zu weitaus höhe- ren Preisen gehandelt als nur landwirtschaftlich nutzbares Land. Der Preisdruck, den eine mögliche Baunutzung ausübt, wirkt sich für die Landwirtschaft unheilvoll aus. Er verdrängt landwirtschaftli- che Käufer und Pächter aus dem Wettbewerb um freie Flä- chen, behindert Bodenverbes- serungen und verschlechtert die *Ertragslage der Landwirt- schaft*. Die Landwirtschaftszo- ne vermag nun den grössten Teil dieses Preisdruckes aufzu- fangen, weil sie dessen wirt- schaftliche Wurzeln beseitigt; sie schafft einen Bodenmarkt, der den Bedürfnissen der Landwirtschaft gerecht wird.

Gute Voraussetzungen

Zusammenfassend kann somit gesagt werden, dass die Raum- planung – insbesondere durch die Ausscheidung der Land- wirtschaftszonen – die besten Voraussetzungen dafür schafft, dass ein Fortführen bisheriger landwirtschaftlicher Bodennutzung attraktiv bleibt oder gar wieder wird. Nur dies stellt einen wirksamen Schutz für das Bauernhaus dar, und nur auf diesem Weg kann der Jagd aufs Bauernhaus ein dau- erhaftes Ende bereitet werden.

Urs Geissbühler,
Bundesamt für Raumplanung

Patrimoine jurassien: lutte contre les résidences secondaires

Au premier abord le Jura, surtout dans sa partie nord, donne encore une impression d'idylle champêtre: belles fermes blanches entre pâturages et forêts de sapins, villages tranquilles; pas de grandes installations touristiques, d'hôtels voyants, et cette absence d'autoroute que les uns reprochent amèrement à Berne, que les autres considèrent comme une chance rare. Mais...

En y regardant de plus près, on constate que les *résidences secondaires*, dues le plus sou- vent à des Bâlois en mal d'air pur, champignonnent (rien qu'aux Breuleux, par exemple, on en compte une soixantaine!), enlaidissent, et que d'au- tre part *beaucoup de fermes ne sont plus en exploitation*. Cela est dû en grande partie à l'évo- lution moderne de l'agricultu- re: la mécanisation va de pair avec l'agrandissement des do- maines et l'abandon des bâtis- ses qui ne répondent plus aux conditions nouvelles. Alors el- les ne sont plus que des han- gars, au mieux des étables, ou tombent en ruine, ou sont ra- chetées et rénovées par des *ci- tadins*.

Corps étranger

Ces métamorphoses, qui com- me ailleurs s'opèrent rarement avec le goût et les connais- sances architecturales nécessaires, s'accompagnent de phénomè- nes sociaux généralement fâ- cheux. Les Bâlois (ou autres Alémaniques) ne se bornent pas à entourer leurs petits do- maines de ridicules *clôtures* et à manquer de courtoisie; ils restent résolument un corps étranger et se comportent comme en pays conquis. Les auberges locales et les bouti- ques ne profitent même pas de leur présence, car ils apportent leurs provisions pour le week- end.

Depuis quelques années, l'As-

sociation pour la sauvegarde du patrimoine rural jurassien (ASPRUJ), qui a commencé par sauver et transformer en musée régional la dernière fer- me jurassienne à toit de bar- deaux (aux Geneveys), étend maintenant son activité. Prési- dée par M^{me} Jeanne Bueche, architecte à Delémont, et forte de plus de 850 membres, elle a constitué des groupes de tra- vail qui font l'*inventaire des maisons rurales* à protéger, aussi bien dans le Jura-Nord que dans le Jura-Sud. Elle conseille à titre gracieux les propriétaires qui désirent res- taurer leur ferme, combat les erreurs, s'oppose par tous les moyens possibles aux démolitions ou transformations mal- heureuses. L'Etat lui-même la sollicite souvent – mais sans pouvoir la subventionner come il le faudrait.

«Terrain miné»

Il lui arrive, pour certaines op- positions, d'allier ses efforts à ceux des *Militants francs-mon- tagnards (MFM)*, mouvement

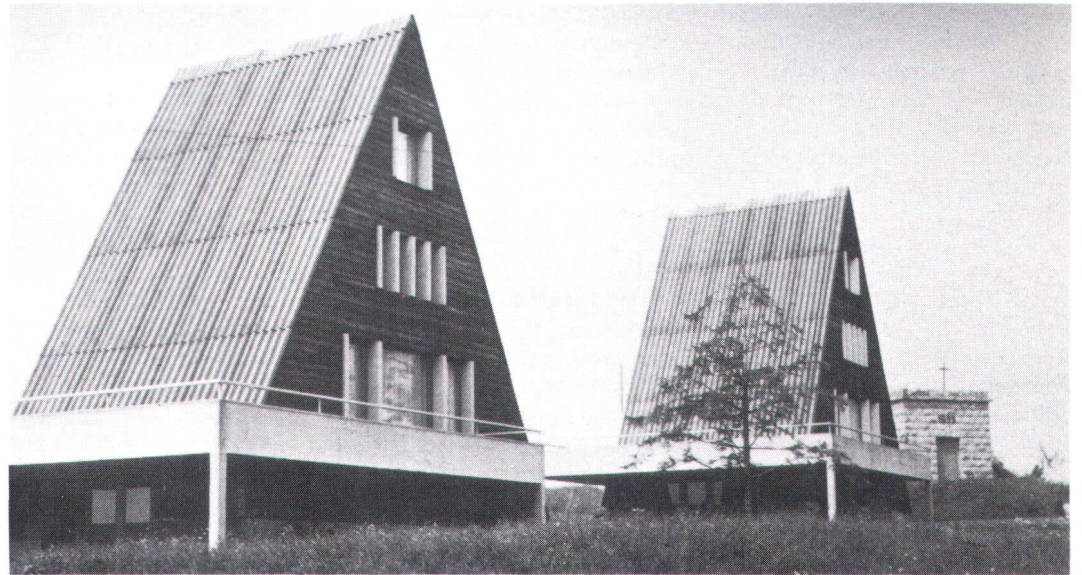
nes; elle engendrera un mar- ché immobilier adapté aux be- soins de l'agriculture.

En résumé, on peut dire que l'aménagement du territoire, et plus particulièrement ses zones agricoles, crée les meil- leures conditions pour que l'exploitation du sol reste ou redeviene intéressante. C'est en même temps la seule pro- tection efficace et durable pour les fermes.

Jura: zum Gegen- angriff geblasen

Unter der Umwandlung land- wirtschaftlicher Betriebe in Ferienhäuser leidet auch der Jura. Vor allem *Basler* lassen sich hier nieder – die sich wie in einem eingenommenen Land aufführen.

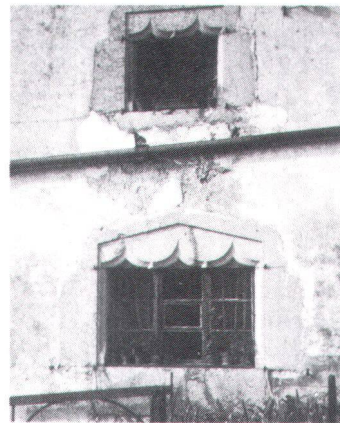
Gegen den Verlust an histori- scher Bausubstanz wehrt sich die *Association pour la sauve- garde du patrimoine rural ju- rassien (ASPRUJ)*. Sie ist nicht nur daran, den letzten schindelbedeckten Hof zu ret- tend und in ein Museum zu ver- wandeln, sondern erarbeitet auch ein Inventar der schüt-



*Ce genre d'horreurs est un des aspects de l'invasion des Franches-Montagnes.
(Photo Bodinier).*

Diese Art von Greueln ist eine der Auswirkungen der fremden Invasion in den Freibergen

né de la résistance au projet de place d'armes militaire, qui a fait ensuite parler de lui en empêchant la vente aux enchères d'une ferme typique aux Emibois, et qui maintenant lutte à plus grande échelle contre les résidences secondaires. Comme le dit son président, M. J.-L. Miserez, le terrain de la spéculation, maintenant, est «miné». Une prise de conscience a été suscitée chez les paysans, qui résistent mieux à la tentation de l'argent. Sur la base de la nouvelle législation sur la protection



Détail d'une façade à La Ferrière. Les meneaux ont été enlevés, aussi les linteaux se sont-ils fendus.

Ausschnitt aus einer Fassade in La Ferrière. Die Fensterpfiler wurden entfernt, wodurch sich die Sturzen spalteten.

des sites, des succès ont été obtenus en divers procès. Les MFM ne sont pas partisans de la «Transjurane», et s'opposent à un projet Migros de centre touristique près de Saignelégier. A la différence d'autres défenseurs du patrimoine architectural, il leur paraît finalement plus «sain» de raser un bâtiment rural qui a fait son temps, que de le livrer aux fantaisies et à la morgue des résidents de l'extérieur.

Etudes scientifiques

Il sied de mentionner que les Ecoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne procèdent actuellement à des enquêtes aux Geneveys et à Chenevey: il s'agit d'inventorier les édifices menacés de destruction ou de vente, et d'étudier en collaboration avec les Communes toutes les possibilités architectoniques, sociologiques et financières d'assainissement. Les connaisseurs estiment d'ailleurs que ces «spécialistes» n'ont pas toujours une exacte connaissance des particularités architecturales du Jura.

Enfin, Lajoux peut être cité en exemple et mis en parallèle avec l'initiative tessinoise dont nous parle ailleurs dans ces colonnes le conseiller d'Etat Caccia: deux fermes, récupérées par la Commune, sont

proposées à bas prix à des jeunes ménages disposés à les restaurer (sous contrôle) et à les habiter durablement.

C.-Ph. Bodinier

Que dit...?

La section jurassienne LSP nous résume ainsi son opinion: «Du strict point de vue de la protection du patrimoine architectural, ce qui importe est moins le propriétaire que l'édifice, ce que celui-ci devient ou ce qu'on en fait. Il peut arriver que la transformation de fermes en résidences secondaires permette le sauvetage du bâtiment.

Cela étant dit, il faut bien reconnaître que les citadins:

- transforment généralement ces édifices avec tout ce que cela implique de dénaturations, de modifications (les exemples sont nombreux) et vident ainsi les régions rurales de leur caractère;

- font grimper les prix d'achat des immeubles à des niveaux souvent inaccessibles aux autochtones;

- empêchent de ce fait la restauration du patrimoine immobilier à l'usage de ces derniers, et concourent ainsi à la prolifération de constructions modernes qui souvent altèrent les sites.»

zenswerten Bauernhäuser. Zudem berät sie die Besitzer von Höfen bei Restaurationen unentgeltlich.

Die Bewegung *Militants francs-montagnards* (MFM) kämpft grundsätzlich gegen die Städter-Welle. Sie habe, so ihr Präsident, das spekulationsverdächtige Land «vermint». Im Gegensatz zu Heimatschutz-Organisationen ziehen es die MFM vor, ein altes Bauernhaus abzureissen: Sie wollen es nicht der Phantasie und Arroganz der Städter überlassen.

In Zusammenarbeit mit den Gemeinden wollen die ETH von Zürich und Lausanne auch zur Rettung der bedrohten Höfe beitragen: Studien sollen Lösungswege für die architektonischen, sozialen und finanziellen Probleme bringen.